

point faible à l'armure de ses adversaires, un point qui lui permettrait de frapper un coup mortel. En réfléchissant hier pendant le discours de l'honorable député, je n'ai pu chasser de mon esprit la pensée du vieux roi aveugle de Bohême sur le champ de bataille de Crécy. Il était courageux, sans doute, mais il était aveugle, il s'élançait en avant frappant à droite et à gauche sans blesser autre que lui.

Malgré les efforts que mon honorable ami a faits pour être méchant, on me permettra de lui faire un éloge : il y a beaucoup à admirer chez lui ; j'admire son ardeur juvénile, mais je ne peux pas admirer sa logique, son discernement et son jugement. Et c'est pourquoi, ses paroles n'exprimant pas de jugements sages, elles ne peuvent pas avoir plus d'effet ici qu'elles n'ont eu à Huron-ouest. Plus mon honorable ami parlait, plus il réfutait ses propres arguments. Avait-il gagné un avantage, ou croyait-il en avoir gagné un, il était le premier à en perdre le fruit par les vains efforts qu'il faisait pour en remporter un second. C'est ainsi qu'il a dit et répété à maintes reprises que la prospérité dont nous jouissons était le fruit du tarif de l'administration précédente, de l'administration du bon vieux parti conservateur, ou comme il se plaît à l'appeler, le fruit de la politique nationale. Cependant, il nous a blâmés avec véhémence de n'avoir pas anéanti cette politique.

Puis après nous avons reproché de ne l'avoir pas détruite, l'instant d'après, il nous a félicités et applaudis—sur un ton sarcastique, je l'avoue—d'avoir maintenu cette politique. Il nous a dit que de 1873 à 1879 les affaires allèrent mal, mais que la prospérité fut ramenée au pays, non pas par suite de causes naturelles, mais par suite de la politique de l'administration conservatrice d'alors qui prit les rênes du pouvoir. Puis il dit qu'une autre période de stagnation des affaires fut observée en 1893 à 1896, bientôt suivie d'un retour à un état plus prospère—occasionné cette fois par des causes naturelles et non plus par la politique qu'il avait prônée l'instant auparavant. Et ainsi de suite jusqu'au bout du discours, soufflant le chaud et le froid, dans ses vaines tentatives d'obtenir un avantage sur ses adversaires, par un moyen quelconque et par n'importe quel moyen.

Mon honorable ami a consacré la plus grande partie de l'après-midi à prouver non pas que le pays n'était pas prospère, mais que cette prospérité était due à la politique suivie par l'administration précédente. Il n'a pu nier que le Canada était prospère—et pour lui rendre justice, je dois dire que c'est la seule chose qu'il n'ait pas niée, mais tout en admettant que le Canada était prospère, plus prospère peut-être que jamais, il a revendiqué tout le crédit et tout le mérite de cette prospérité pour son administration à lui. Mon honorable ami est comme les Bourbons—il n'a rien appris et il n'a rien

oublié. Il n'a certainement pas oublié ses propres discours, car le discours qu'il a prononcé hier je l'ai entendu certainement trois ou quatre fois déjà, peut-être cinq fois, même cette citation des paroles de M. David A. Wells.

Mais, M. l'Orateur, à quoi sert toute cette discussion, à quoi sert de rechercher la cause de la prospérité du pays ? La prospérité existe, et à tout événement nous pouvons en réclamer une certaine part. Si l'honorable député était au pouvoir il s'en attribuerait tout le mérite. La politique actuelle, qu'elle ait été inaugurée dans un temps ou dans un autre, doit être pour quelque chose dans la prospérité du Canada.

Mais le peuple s'est prononcé là-dessus en 1896, et c'est faire perdre du temps que de parler de ces questions aussi longuement que l'honorable député a jugé à propos de parler.

Je ne discuterai pas ces questions avec lui. Mais je relève le gant qu'il m'a jeté, j'accepte le défi qu'il m'a lancé hier. D'une voix de stentor, il m'a mis au défi de dire ce que nous avions fait pour le pays. Il a ressassé cette proposition, il l'a accommodée à toutes les sauces. Il a manié et remanié son défi de mille façons diverses, il lui a donné autant d'aspects divers qu'en ont les comtés d'Ontario morcelés par le gerry-mander ; et toujours pour revenir à son point de départ, pour réaffirmer que nous n'avons rien fait pour le Canada, mais que tout le mérite de la prospérité actuelle était dû à l'honorable député et à sa politique. Eh bien ! s'il s'était contenté de poser sa question et de s'attarder à ses vantardises, je n'aurais pas trop à redire, mais il l'a accompagnée d'un défi lancé dans des termes qu'il n'est pas d'usage d'entendre dans cette enceinte. Il a affirmé que nous n'avons rien fait du tout, et que dans ce que nous avons fait, nous avons montré une incompetence absolue.

Eh bien ! je serai plus courtois envers lui qu'il ne l'a été envers moi, mais j'accepte son défi. Je ne l'accuserai pas d'une incompetence complète, je dirai, au contraire, que l'honorable député est un homme extraordinaire, un homme merveilleux, un homme unique.... par sa fatuité, par son parler hardi, par sa manière de brandir ses foudres d'éloquence et de pulvériser ses adversaires. L'honorable député n'a pas eu son égal depuis les jours du vieux Pistol, et je ne crois pas que Pistol puisse l'emporter sur lui. Mais il est évident qu'il ne considère pas les choses comme les envisage le commun des mortels ; il ne se place pas au niveau de la simple raison pour juger les choses, mais sur les hauteurs où plane sa gigantesque mais enfantine vanité. De ces hauteurs, il a proclamé à l'univers que c'est lui qui a créé le Canada.

Pourtant, il y avait de l'autre côté de cette Chambre des personnes qui croyaient que sir John Macdonald avait eu quelque chose à faire dans la création de ce pays, qui croyaient que George Brown aussi avait